

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Nécrologie. Albert Delatour 1858-1938

Journal de la société statistique de Paris, tome 79 (1938), p. 223-226

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1938__79_223_0

© Société de statistique de Paris, 1938, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

NÉCROLOGIE

Albert DELATOUR 1858-1938

La Société de Statistique de Paris a perdu, le 5 mars dernier, l'un de ses doyens d'âge et l'un de ses membres les plus anciens. Albert Delatour avait été élu en 1891, avec Alfred de Foville et Alfred Neymarck comme parrains; d'après notre Annuaire, il ne reste actuellement que quatre membres vivants parmi ceux qui l'avaient précédé dans nos rangs: Avec lui disparaît l'un des appuis les plus sûrs que la Statistique française ait trouvés, au cours des quarante dernières années, dans les hautes sphères administratives et l'un des plus éminents parmi les Français qui ont tenu un rôle de premier plan à l'Institut international de Statistique, dont il dirigea les destinées, dans une période particulièrement difficile de 1920 à 1931.

Né le 7 juillet 1858 à Brienne-le-Château (Aube), Albert Delatour, qui devait s'élever jusqu'aux postes les plus élevés de l'Administration des Finances, y était entré très jeune, en juin 1879, comme surnuméraire. Les soucis de sa carrière administrative ne l'empêchèrent d'ailleurs point de continuer les études économiques vers lesquelles il se sentait attiré. C'est de cette époque, en effet, que date la publication de deux importants ouvrages couronnés par l'Académie des Sciences morales et politiques : *Adam Smith, sa vie, ses travaux, ses doctrines* (Prix Léon Faucher, 1885), *l'Incidence de l'Impôt* (Prix Rossi, 1887) et un autre volume sur *l'Impôt*, en 1890.

Admis en 1885 à la Société d'Économie politique, il fut élu, en 1891, presque simultanément, en juin, membre de la Société de Statistique et, en octobre, membre de l'Institut international de Statistique. Il était à ce moment, chef adjoint du cabinet du ministre des Finances et professeur d'économie politique à l'École supérieure de Commerce de Paris.

Nommé le 1^{er} février 1894, directeur du personnel au ministère des Finances, il était appelé quatre mois plus tard à la Direction du Mouvement général des fonds, poste délicat où devaient se développer ses brillantes qualités d'administrateur et de financier. En février 1898, il passait comme directeur général à la tête de l'Admi-

nistration des Contributions indirectes. Enfin, en 1900, il fut appelé aux importantes fonctions de directeur général des Caisses d'amortissement, des Dépôts et des Consignations, qu'il conserva pendant vingt-cinq ans. Devenu, dès 1895, conseiller d'État en service extraordinaire, il garda pendant trente ans sa place dans cette haute Assemblée. Au cours de cette longue période de sa vie administrative, exemple trop rare d'une stabilité si favorable à une action ordonnée et soutenue, Albert Delatour a rendu les plus éminents services au pays et sa mémoire restera comme celle d'un de ces grands « commis » dont l'histoire garde les noms.

Dans cette notice, consacrée surtout à l'activité d'Albert Delatour dans le domaine de la statistique, on n'insistera pas sur les progrès réalisés sous sa direction par la Caisse des Dépôts, ni sur la grande influence qu'il exerçait dans les nombreuses commissions dont il faisait partie. On peut dire qu'il ne demeura étranger à aucun des progrès accomplis dans toutes les directions intéressant de près ou de loin les finances publiques. Son activité dans l'étude et la préparation des lois relatives aux grands problèmes d'intérêt national, était complétée d'ailleurs par sa participation à de nombreuses réunions internationales, notamment à la Conférence des sucres, où sa grande autorité et ses dons de diplomate faisaient de lui un remarquable défenseur des intérêts français.

On nous permettra cependant de rappeler, à côté de ses brillantes qualités d'administrateur, deux traits de son caractère : l'indépendance et le désintéressement dont il fit preuve pendant toute sa vie, et spécialement, pendant le quart de siècle passé à la tête de la Caisse des Dépôts. Avec l'appui constant de la Commission de surveillance, il lutta avec une fermeté sans défaillance pour l'indépendance du grand établissement public dont les intérêts lui étaient confiés, contre toute tentative d'empiètement d'où qu'elle vienne. Et je lui ai souvent entendu rappeler les précautions minutieuses qu'il prenait, avec un soin poussé jusqu'au scrupule, pour ne favoriser aucun intérêt particulier.

Cette brillante carrière administrative fut couronnée, lorsqu'il prit sa retraite, en 1925, par sa nomination comme directeur général honoraire de la Caisse des Dépôts et son élévation à la dignité de Grand Croix de la Légion d'honneur. Son activité ne devait d'ailleurs pas cesser à ce moment : comme administrateur de diverses sociétés, Crédit national, Crédit commercial de France, ses vastes connaissances trouvèrent un emploi que sa verte et magnifique vieillesse devait lui permettre de soutenir jusqu'à la fin.

Sa carrière scientifique devait lui valoir, d'autre part, de belles satisfactions. En 1912, il était élu membre de l'Institut (Académie des Sciences morales et politiques). Il fut encore vice-président de la Société d'Économie politique, administrateur de l'École des Sciences politiques et président de l'Association des anciens élèves de cette École, membre honoraire de la Royal Statistical Society, de la Société hongroise de Statistique, etc.

Membre du Conseil supérieur de Statistique, membre puis vice-président du Conseil de la Statistique générale de la France, il fut, aux côtés du président Colson, l'un des meilleurs soutiens de cette institution, dont les progrès ont été souvent gênés ou même empêchés par l'insuffisance des crédits alloués. Profondément convaincu de l'absolue nécessité, pour le Gouvernement, d'avoir à sa disposition une documentation statistique constamment développée et tenue à jour, il fut de ceux qui appuyèrent les vœux émis, dès 1920, par notre Société pour l'institution près de la Présidence du Conseil des ministres, d'un service de Statistique générale fortement organisé et pourvu de moyens d'action semblables à ceux dont disposent les offices analogues dans la plupart des pays étrangers. La loi du 23 décembre 1933, rattachant la Statistique générale de la France à la présidence du Conseil n'a pas empêché ce service d'être renvoyé depuis de l'Économie nationale aux Finances, sans lui assurer encore les moyens de remplir pleinement son rôle.

Élu président de la Société de Statistique en 1908, Albert Delatour prit pour thème de son discours inaugural : la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse, l'un des organes rattachés à la Caisse des Dépôts. Et ce fut un substantiel raccourci

du livre qu'il avait publié en 1906 sur la Caisse nationale des Retraites et les caisses nationales d'assurances en cas de décès et d'accident.

Malgré les lourdes charges qu'il assumait en raison de ses hautes fonctions officielles, il assistait souvent aux dîners et aux séances de notre Société et il intervenait dans les discussions où se posaient des questions d'ordre financier ou social. Pendant ces dernières années, le soin de sa santé ne lui permettait plus de venir parmi nous, mais il continuait à s'intéresser à nos travaux et, souvent, dans les entretiens que j'avais avec lui, il me faisait part des réflexions que lui suggérait la lecture de notre journal.

Avant la guerre, Albert Delatour, élu dès 1891 membre de l'Institut international de Statistique, avait assisté à de nombreuses sessions : Vienne, 1891 ; Saint-Petersbourg, 1897 ; Budapest, 1901 ; Berlin, 1903 ; Londres, 1905 ; Copenhague, 1907 ; Paris, 1909 ; La Haye, 1911 ; Vienne, 1913. À cette dernière réunion, il fut élu vice-président en remplacement de Levasseur. Le décès, en 1920, du président Bodio, devait lui imposer, dans des circonstances difficiles, la charge de défendre les intérêts les plus essentiels de l'Institut.

Cette institution internationale avait vécu, pendant la tourmente, d'une vie ralentie, les sessions bisannuelles étant supprimées. Toutefois, l'Office permanent, créé en 1913, avait pu commencer la publication de l'Annuaire international de Statistique.

Après la paix, se posa la question des relations à établir entre l'Institut et les puissants organismes internationaux qui venaient d'être créés. Albert Delatour participa aux pourparlers commencés à Londres en 1919 et continués à Paris en octobre 1920, aux côtés de Bodio, président de l'Institut. Le projet soutenu par Bodio, Delatour, March, etc., fut adopté par 9 voix contre 3. On pouvait croire qu'une harmonieuse collaboration allait s'établir.

Bodio mourut, peu après son retour à Rome, le 2 novembre 1920. En attendant de nouvelles élections, la direction de l'Institut revenait au premier vice-président Delatour. Il se trouva aussitôt en présence des difficultés que rencontrait la mise en application du plan adopté à Paris. De longues et délicates négociations s'engagèrent à Genève et aboutirent à la constitution d'une commission mixte, composée de représentants de l'Institut et de la Société des Nations et chargée de préparer des solutions aux questions de statistique économique que rendait urgentes la restauration des pays ravagés par la guerre.

Des délibérations de la Commission mixte d'études présidée par Albert Delatour, sortirent rapidement des rapports d'une haute importance qui furent discutés à la session de Bruxelles en 1923 et aux sessions suivantes. Ces études servirent de base aux travaux de la Conférence internationale des statistiques économiques, réunie à Genève en novembre et décembre 1928, dont le succès fut ainsi grandement facilité. La formule de la Commission mixte reçut ultérieurement d'autres applications.

À la première session de l'Institut tenue après la guerre, à Bruxelles, en 1923, Albert Delatour fut élu président de l'Institut international. Constamment réélu, il présida les sessions de Rome, 1925 ; du Caire, 1927 ; de Varsovie, 1929 ; de Tokio, 1930, et enfin celle de Madrid en 1931, où il annonça son intention de se retirer en raison de son âge. L'Institut, unanime dans sa reconnaissance, lui décerna le titre de président honoraire.

« Si l'Institut international de Statistique, écrit M. Julin, président actuel, dans la notice qu'il a consacrée à son prédécesseur, a pu conserver au milieu de vicissitudes nombreuses, une vie indépendante et libre, c'est en grande partie à Delatour qu'il le doit. Ce service éminent ne sera jamais oublié de personne et vaudra au regretté président la reconnaissance des membres actuels et futurs de notre Institution. »

L'Institut a eu, en effet, la chance de rencontrer en lui l'homme le mieux qualifié pour triompher des difficultés de la période d'après guerre. Il eut la claire compréhension des nécessités de l'heure et sut allier à la souple énergie que voilait une affable courtoisie, les qualités d'un négociateur de race. Avec une autorité grandissante,

il a donné, aux sessions de l'Institut qu'il a présidées, toute la mesure de son talent. Pendant les séances techniques, qui risquent facilement de dévier ou de s'obscurcir dans une assemblée nombreuse, dont tous les membres ne suivent pas avec une égale facilité les développements présentés dans une langue qui n'est pas la leur, Delatour savait orienter les discussions avec maîtrise et clarté. Ses qualités d'orateur éclataient dans ses discours présidentiels et, surtout, dans les allocutions qu'il improvisait, avec une aimable aisance, au cours des réunions et des réceptions qui font le charme des sessions de l'Institut.

S'il m'était permis d'ajouter ici une note personnelle, j'évoquerai ce voyage de retour du Japon, coupé par un assez long séjour en Indochine, qui me fit vivre quelques semaines dans son intimité et apprécier, dans le charme de conversations familières, la finesse de son esprit, sa vaste expérience des hommes et des choses et sa grande bienveillance.

Après sa retraite, à Madrid, en 1931, il continua à s'intéresser à l'Institut auquel il avait consacré tant de soins attentifs; mais son âge ne lui permit pas d'affronter les fatigues du voyage pour se rendre aux sessions de Mexico (1933) et d'Athènes (1936); toutefois, il assista à celle de Londres en 1934.

Telle fut, bien imparfaitement résumée, l'activité de notre ancien président dans le domaine de la statistique nationale et internationale. Sans être un technicien, les applications pratiques de la statistique l'avaient vivement frappé et il sut en favoriser le développement en leur prêtant généreusement l'appui de sa haute autorité et de son dévouement. Ses éminents services lui assurent la reconnaissance de tous ceux qui s'intéressent aux progrès de la statistique dans notre pays et au rayonnement de l'Institut international de Statistique, où sa place reste brillamment marquée.

Michel HUBER.